



Arrêté n° 2025/13

Commune de Recquignies

## COMMUNE DE RECQUIGNIES

**NOUS**, Maire de la Commune de RECQUIGNIES,

**VU** l'article L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles R 411 (1 à 28) – R 417 (1 à 3 et 5 à 13) du Code de la Route,

**Vu** les prescriptions de l'Instruction Interministérielle du 06/11/1992 sur la signalisation routière – Livre 1<sup>er</sup> – 8<sup>ème</sup> partie, et en particulier les prescriptions de l'article 133 paragraphe B de ladite instruction ;

**VU** la demande écrite de Mr NGUYEN-DINH Lorenzo reçue en mairie le 20 mars 2025 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures restrictives de circulation et de stationnement afin de prévenir les accidents.

## ARRETONS

**ARTICLE 1** : Une livraison de béton est prévue le samedi 29 mars 2025 au niveau du n° 57 rue René Fourchet prolongée par la société WILLAME matériaux. Un camion-toupie sera stationné sur la voie publique entre 8h00 et 10h30. Au vu du gabarit du véhicule les restrictions de circulation suivantes seront appliquées :

- La rue René Fourchet prolongée sera coupée à la circulation au niveau du n°57 entre 8h00 et 10h30. Les riverains sont invités à prendre leurs dispositions pour sortir leur(s) véhicule(s) avant la fermeture de la rue à la circulation.
- Interdiction de stationner au niveau du chantier pour les véhicules légers et les poids lourds.
- Obligation de laisser passer en cas de besoins les véhicules de secours.

**ARTICLE 2** : Les dispositions prises dans l'article 1 du présent arrêté pourront être réduites, dans le temps ou dans leur emprise, en fonction des besoins ou de l'avancement du chantier.

**ARTICLE 3** : La signalisation conforme à l'instruction interministérielle du 15 juillet 1974 relative à la signalisation routière et modifiée par ses arrêtés subséquents sera mise en place par les soins et sous la responsabilité de la société WILLAME matériaux intervenante.

**ARTICLE 4** : Les dispositions édictées au présent arrêté entreront en vigueur dès la pose de la signalisation visée à l'article 3. Dès lors tout contrevenant sera poursuivi conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyens accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 6** : Ampliation du Présent Arrêté sera adressée à :

- La société WILLAME matériaux.
- Mr NGUYEN-DINH Lorenzo.
- M. le Chef du Centre de secours et de lutte contre l'incendie de Jeumont.
- M. le Commissaire de Police de Jeumont.
- La Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre.

A RECQUIGNIES, le 24/03/2025



Le Maire